

Le Quinzième

Bimensuel de l'Université de Liège - Du 25 mai au 7 juin 1995 - n°25

éditorial

Le chaînon manquant

C'est fait : l'Université s'est dotée d'un attaché de presse, après un an et demi de vacance dans cette fonction. Il a 27 ans, il s'appelle Didier Moreau, il est titulaire de deux licences universitaires, en histoire et en journalisme. Il a été retenu au terme d'une procédure de sélection entamée il y a près de deux mois. Journaliste "free lance" et conseiller en communication depuis la fin de ses études, Didier Moreau a entamé son parcours professionnel voilà deux ans dans le giron de notre Université, et plus particulièrement au sein de notre équipe.

La mission du nouvel attaché sera d'assurer la communication avec le monde extérieur, tout particulièrement celle qui transite par les médias de masse. Dans le cadre de la "politique d'ouverture" qu'elle poursuit depuis quelques années, l'Université ne pouvait demeurer plus longtemps privée d'un médiateur attitré. Quelqu'un capable de répondre aux sollicitations de plus en plus fréquentes des journalistes, mais aussi d'établir le contact avec la presse chaque fois que l'Université en prendra l'initiative. À quelles fins ?

Pour parler aux jeunes qui s'interrogent sur les études qu'ils envisagent d'entreprendre; pour se manifester auprès des mandataires publics qui gèrent à tous les niveaux de pouvoir les dossiers de l'enseignement et de la recherche; pour se faire connaître des industriels en quête de partenaires scientifiques; et, plus généralement, pour se révéler à tous les acteurs sociaux que le Savoir crée, emmagasiné et transmis au sein de l'Université est susceptible d'intéresser. Bref, pour exister aux yeux du monde, en dehors de quelques cénacles obligés. Mais également — pourquoi le nier ? — pour projeter *extra muros* une image valorisante de soi-même dans un monde où le paraître fait si souvent la loi, qu'on le veuille ou non.

Disant cela, nous faisons la part de ce que peut avoir d'illusoire ou de mythique la communication d'aujourd'hui. Mais, entre ceux qui tendent à penser que leurs travaux doivent rester l'affaire d'un petit réseau d'initiés et ceux qui sont tentés de clamer leurs moindres succès, il doit bien y avoir une juste mesure. En ajoutant un maillon à la chaîne qui la relie au monde extérieur, l'Université ne fait que renforcer sa capacité d'affirmer son existence et sa valeur. "Publicité sauvegarde du peuple", dit le fronton de l'Hôtel de Ville de Verviers.

La Rédaction



Les nouveaux "administrateurs" entreront en fonction le 1^{er} octobre

Ils vont gérer l'Université pendant deux ans

Les nouveaux administrateurs de l'ULg ont des idées derrière la tête... Nous les avons tous interrogés afin de vous donner un avant-goût des débats qui animeront le Conseil dès la prochaine rentrée académique. Derrière leurs témoignages se profile à grands traits un dessin qui nous parle de l'avenir de l'Université.

sommaire

■ Assises

Attendues depuis de longues semaines, les Assises de l'enseignement se sont tenues le week-end des 13 et 14 mai. À l'issue de cette grande confrontation d'idées, le sentiment des étudiants semble mitigé : satisfaction, d'une part, face au succès de la mobilisation et à la richesse des débats; scepticisme, d'autre part, quant à la volonté des politiques de concrétiser ce bel enthousiasme. Philippe Henry et Fabrizio Bucella, le président sortant de la FEF et son successeur, sont en tout cas décidés à ne pas en rester là.

page 2

■ Examens

Quelle est la différence entre être "excusé" et être "refusé", comment avoir droit aux dispenses, dans quelles circonstances un professeur peut-il refuser de faire passer un examen, jusqu'à quelle heure est-il permis d'interroger, comment un étudiant peut-il introduire un recours s'il estime ses droits bafoués ? Petit rappel des droits et devoirs de chacun.

page 3

■ Recherche

Laurette Onkelinx, ministre-présidente de la Communauté française, a débloqué une somme de neuf millions de francs en faveur de nouveaux programmes de recherche associant étroitement le CHU de Liège, les cliniques universitaires Saint-Luc à Woluwé et l'hôpital universitaire Erasme à Anderlecht.

page 6

■ Exposition

À l'Abbaye Saint-Gérard de Brogne, l'exposition "Le génie de l'homme" met en parallèle les découvertes et inventions qui ont jalonné l'évolution culturelle de l'humanité et les différents types morphologiques humains, depuis l'outil de *Homo habilis* jusqu'à l'écriture de *Homo sapiens sapiens*. Coordonnée par Jean-Marie Cordy, chercheur qualifié FNRS à l'ULg, cette exposition est à découvrir jusqu'au 1^{er} novembre.

page 7

page 4



Entre deux chaises

Aux Assises de l'enseignement le week-end des 13 et 14 mai, ils étaient venus par centaines avancer des propositions, écouter celles des autres, confronter des idées... Mais, à l'issue des débats, les questions fondamentales qu'ils ont posées ne semblent guère avoir inspiré les hommes politiques présents aux tribunes de la dernière journée. Ce qui laissera à beaucoup, au terme de ce grand forum, l'étrange impression de se retrouver "assises"... entre deux chaises. Le sentiment des étudiants semble en tout cas mitigé : satisfaction, d'une part, face au succès de la mobilisation amorcée à l'automne dernier et à la richesse des débats qui en ont découlé ; scepticisme, d'autre part, concernant la volonté des partis politiques de "transformer l'essai". À part les Écolos, aucune des grandes familles politiques francophones n'envisage à moyen terme une réelle augmentation des moyens financiers alloués à l'enseignement. Les propositions vont plutôt dans le sens d'une meilleure gestion des 175 milliards actuellement inscrits au budget de la Communauté française.



À la froideur des arguments budgétaires avancés par les politiques, les leaders étudiants ont répondu par un nouvel élan d'enthousiasme. Ainsi de Philippe Henry qui, dans sa déclaration finale, a lancé l'idée d'organiser des "Assises de la fiscalité" et même des "Assises de la société". Ses propositions ont arraché quelques sourires, mi-amusés mi-inquiets, aux représentants politiques présents à la séance de clôture. Les étudiants semblent en tout cas bien décidés à ne pas perdre tout le bénéfice de ce qui a été engrangé jusqu'ici. Dans une interview réalisée par nos soins quelques heures après la clôture des débats, le président sortant de la Fédération des étudiants francophones (FEF) a exprimé sa conviction que le mouvement ne s'enliserait pas. Tandis que son successeur, le Bruxellois Fabrizio Bucella, parlait de "redescendre dans la rue dès la rentrée" au cas où les Assises ne déboucheraient pas rapidement sur une action politique concrète.

« Et pourquoi pas des Assises sur la société ? »

Le Quinzième Jour : À votre avis, ce qui est sorti des Assises répond-il bien aux attentes des milliers d'étudiants qui sont descendus dans la rue en octobre dernier ?

Philippe Henry : Il est difficile de bien connaître les préoccupations majeures de tous les étudiants. Il est clair qu'on est descendu dans la rue à cause du décret Lebrun, mais le mouvement a révélé un malaise beaucoup plus général. Les Assises ont permis à chacun de s'exprimer sur un grand nombre de problèmes. De ce point de vue, je pense que les attentes ont été largement rencontrées.

Q.J. : Des cellules de l'ULB ont distribué des tracts et ont appelé les autres organisations à boycotter ce qu'ils appellent "une comédie". Un commentaire ?

P.H. : Les auteurs de ces tracts ne font pas partie des Agoras, ils ne sont pas du tout représentatifs. Ils ont manifesté leur désaccord et boycotté les Assises parce qu'ils craignaient qu'elles étouffent le mouvement étudiant. Mais le fait de participer aux Assises ne signifie pas la fin des revendications. La contestation continuera si rien ne se concrétise.

Q.J. : Les différents partis au pouvoir se sont exprimés par le biais de leurs représentants. Avez-vous perçu dans leur discours une lueur d'espoir pour les étudiants ?

P.H. : On a pu entendre quelques accents nouveaux dans ces interventions politiques. Cela dit, les partis ne se sont pas beaucoup avancés sur l'enseignement. Ils se sont davantage engagés sur le thème de la démocratie.



Quelques heures après la clôture des Assises, Philippe Henry, président sortant de la Fédération des étudiants francophones, a exprimé sa conviction que le mouvement ne s'enliserait pas.

Q.J. : Dans le discours de clôture, vous avez fait allusion à des "Assises de la fiscalité" et à des "Assises de la société" : qu'est-ce que vous entendez par là ?

P.H. : L'idée des Assises sur la société dépasse l'imagination de certains hommes politiques. Pourtant, le débat que nous avons suscité à propos de l'enseignement pourrait très bien être étendu à l'ensemble des

questions de société. Pourquoi ne pas s'interroger sur les objectifs de la société ?

Q.J. : Dans quelques mois vous allez quitter la direction de la FEF. Ce retour au statut de simple citoyen...un atterrissage en douceur ?

P.H. : Oui, je crois qu'on peut le dire puisqu'on est passé d'une contestation à une négociation. Mais également dans la mesure où je continuerai à assurer des responsabilités au sein de la Fédération des étudiants de l'ULB.

Q.J. : Et pas à d'autres niveaux ?

P.H. : À un autre niveau, c'est tout à fait exclu. D'ailleurs, je ne crois pas que ce serait une bonne chose. Le fait que j'aie été aussi médiatisé me donnerait un poids trop important dans les assemblées étudiantes. Je préfère laisser la place à de plus jeunes.

Q.J. : Comme ingénieur, de quel emploi rêvez-vous ?

P.H. : J'aimerais bien trouver une occupation qui se situe entre le monde technique et le monde politique. Quelque part entre la philosophie des techniques, la technique et la politique. On s'interroge très peu sur le sens du développement et du progrès. Il faut réfléchir sur la place de la technique dans la société... Autrement dit, essayer de faire en sorte que la technique soit au service de l'homme et pas l'inverse. S'interroger sur le pourquoi, les finalités, voilà ce qui me fait rêver.

Propos recueillis par Rolphe Papillon

« Il faut des avancées significatives, pas des promesses ! »

Le Quinzième Jour : Les Assises de l'enseignement viennent de s'achever. Quel sentiment en gardez-vous ?

Fabrizio Bucella : Les Assises se sont bien déroulées, de l'avis de la plupart des personnes présentes à ce week-end. « Est-ce que c'est une réussite ou pas ? » Cette question revient souvent. À mon sens, ces deux journées participaient du processus des Assises. Néanmoins celles-ci se sont jouées bien avant, lorsque les Agoras réunies ont travaillé et mis des propositions sur la table. Ce week-end, nous avons formalisé le contenu général des Agoras. On a pu ainsi mettre une série de choses sur le tapis, dégager des revendications. Un processus est en marche, sa première phase est déjà une réussite, voilà qui est positif.

Q.J. : La société civile s'est exprimée par l'intermédiaire des Agoras, la balle est-elle maintenant dans le camp des politiques ?

FB. : Je parlerais plutôt de société éducative car les Assises étaient essentiellement axées sur l'enseignement, quoi qu'on en dise. Avant que la balle ne soit dans le camp des politiques, il faut encore que le CEF (conseil de l'éducation et de la formation) rédige un mémorandum. Une première version devrait avoir été diffusée le vendredi à la veille des élections. Les états-majors politiques seront ainsi bien obligés d'en tenir compte pour la formation du nouveau gouvernement. Nous attendons leurs actes !

Une autre question hante les participants : « Comment organiser le futur des Assises ? » Là aussi, le monde politique doit s'exprimer sur le renouvellement de celles-ci, à savoir s'il accorde la participation à tous les acteurs de l'enseignement. Ce qui équivaudrait à un mécanisme d'Assises permanentes. Il faudrait néanmoins conserver une rencontre plus importante au moins tous les cinq ans. Quelle que soit l'option choisie, nous nous assurerons qu'une participation étudiante au débat continue au quotidien.



Fabrizio Bucella, successeur de P. Henry à la tête de la FEF, parle de "redescendre dans la rue dès la rentrée" au cas où les Assises ne déboucheraient pas rapidement sur une action politique concrète.

Q.J. : Comment jugez-vous les réponses données par les grands partis aux problématiques que vous leur avez soumises ?

FB. : Apparemment, la participation étudiante, tous les partis semblent prêts à l'accepter. Mais pour ce qui est de la question du refinancement... Ce dont on a discuté ici relève avant tout du "qualitatif". Mais le problème est qu'on n'a pas discuté des moyens pratiques du financement, et "qualitatif sans moyen, y a pas moyen !". C'est un jeu de mots, bien sûr. Mais il reflète bien l'impossibilité d'amener les politiques à se prononcer sur le refinancement. C'est un élément qui m'a sidéré ! Je suis intervenu à ce sujet, car sur les trois ateliers que nous avons tenus avec des parlementaires le dimanche, aucun n'a abordé le thème du refinancement ! J'ai parfois le sentiment d'une volonté délibérée de ne pas trop approcher de ce thème. Là, l'avenir n'est pas rose, on le verrait même plutôt noir.

Q.J. : Si la prochaine coalition gouvernementale ne met pas cette question à l'avant de son programme, envisagez-vous éventuellement de faire redescendre les étudiants dans la rue ?

FB. : Le 12 mai, avant une conférence à Liège dont l'invité était Daniel Cohn-Bendit, j'ai assisté à l'assemblée générale du GEDES (Groupement étudiant de défense de l'enseignement supérieur). La discussion a clairement montré leur motivation de redescendre dans la rue si rien ne bouge. Je crois qu'ailleurs, dans certaines écoles et dans les universités, notamment à Bruxelles, les étudiants ont la même détermination. Le mouvement étant maintenant structuré, je ne suis absolument pas stressé par une éventuelle mobilisation dès le mois de septembre, si nous voyons que rien n'a évolué. Ce qui veut dire qu'il faut des avancées significatives. Et pas seulement des promesses !

Propos recueillis par Didier Brissa



Examens : des droits et des devoirs...

Le mois de juin est de retour. Avec ses nuits blanches, ses angoisses, ses cous meurtris par les cravates et ses genoux enjuponnés. Moment propice pour se rappeler les droits et devoirs de l'étudiant(e)...

Pour quelques mois encore, et en attendant l'application d'un nouveau décret en la matière (voir encadré ci-dessous), la loi nationale organise certains droits et devoirs concernant les examens universitaires. Interdit de se faire interroger par l'oncle Marcel car nul ne peut prendre part à l'examen d'un conjoint ou d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement. Par contre, l'étudiant pourra inviter son fan-club à assister à sa prestation, les examens étant publics. Rappelons en outre une nuance de taille, celle qui distingue, lorsqu'il ne s'est pas présenté à tel examen, l'étudiant excusé (admis en seconde session) de l'étudiant refusé (non admis à la seconde session). L'excuse suppose qu'un motif valable à cette absence ait été présenté (accident, malaise ou maladie, par exemple, sur la foi d'un certificat médical). Le refus tombe en couperet sur l'étudiant n'ayant fourni aucune raison valable, ou n'ayant allégué d'autre motif que, par exemple, la traditionnelle excuse du réveil-matin récalcitrant. Qu'on se le dise : toute excuse n'excuse pas...

Pas d'examens après 20h, ni avant 8h

Le règlement général de l'université régit également les obligations et les prérogatives des étudiants. En vertu de celui-ci, le professeur Tournesol peut refuser d'interroger si les travaux demandés au cours n'ont pas été remis dans les délais fixés ou les formes prescrites, et à plus forte raison s'ils n'ont pas été rendus du tout. Le dimanche, jour du Seigneur, on n'interroge pas : les examens ont lieu les jours ouvrables de 8h à 20h. Quant aux horaires et locaux, ils sont communiqués à l'avance par voie d'affichage.

Attention ! Le jury, l'instance dont dépend le sort des étudiants, ne prend pas uniquement en compte les notes d'examens mais également *tout autre élément d'appréciation du travail de l'étudiant*. La mauvaise volonté, l'inattention et autres conduites peu sérieuses entrent aussi en ligne de compte.

Pour avoir droit aux dispenses, coûte que coûte, il convient de passer tous ses examens. C'est la seule façon, avec une moyenne de dix et une note de douze, d'être dispensé l'année suivante. L'étudiant avisé se renseignera auprès de sa faculté pour connaître la durée de validité de la dispense. Chaque faculté dispose en effet de compétences en matière d'examens et de dispenses, afin de garantir les particularités de son enseignement.



À côté des lois, certains professeurs proposent un "contrat moral" à leurs étudiants. Oral ou écrit, il s'agit d'un contrat pédagogique présentant les objectifs et exigences du cours. En droit et en médecine, ils prennent la forme de documents écrits et s'appellent *Vade Mecum*. Ces contrats abordent également le face à face de juin.

Les recours de l'étudiant bafoué

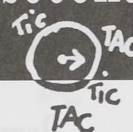
Tout étudiant qui estime ses droits bafoués dispose d'un recours pour faire valoir ses arguments. D'abord, il peut introduire une requête auprès du président du jury de délibération. Celui-ci est uniquement compétent pour la forme de l'examen et non pour son contenu. Si, par malchance, le professeur incriminé est également le président du jury, il existe une deuxième possibilité de recours : le doyen de la faculté. Enfin, si la requête porte sur la décision du jury, ce dernier, souverain, ne verra sa position qu'en cas d'erreur matérielle (erreur de proclamation, transcription incorrecte des notes).

Dernière règle élémentaire : le savoir-vivre. À proscrire absolument : les injures. À éviter, le jeans déchiré, la chemise souillée et autre maquillage

outrancier... Et comme ultime conseil aux têtes en l'air, prévenir en cas d'absence à l'examen, afin d'éviter au professeur d'attendre désespérément que vous pointiez le bout du nez.

Anne-Catherine Lahaye et Sabrina Legroux

15 jours 15 secondes



Genèse

Depuis la parution du "Réformer pour mieux former" du ministre Lebrun jusqu'aux nuits de négociations, un livre paru récemment aux éditions Labor retrace plus d'un an du mouvement étudiant qui a secoué toute la Communauté française en automne dernier. Postfacé par Philippe Henry, *Mouvements étudiants - Genèse d'un décret, histoire d'une révolte*, par Patrick Balcaen, veut dégager les raisons profondes du mouvement, au-delà de la contestation du décret Lebrun. Et tente d'établir que malgré quelques dérapages, les étudiants ont ouvert le chemin vers un nouveau projet de société. L'auteur, licencié en psychologie et permanent à l'Assemblée générale des étudiants de Louvain, est également membre de la cellule Hermès des Assises de l'enseignement. En vente dans toutes les bonnes librairies, ce livre peut aussi être commandé à la FEF (tél. 02/223.01.54).



Français

L'Institut supérieur des langues vivantes de l'ULg propose aux non-francophones de tous niveaux et de tous horizons d'apprendre le français, sous forme de programmes étalés ou de stages intensifs : expression écrite et orale, grammaire, stylistique, cultures et littératures francophones, didactique du français langue étrangère, initiation au français des affaires ou du secrétariat... Au programme également, des activités culturelles, sportives ou touristiques, ainsi que la possibilité de coupler le stage de langue à une autre formation universitaire spécifique. En août, un stage d'été de trois semaines (cours intensifs) s'adresse à tout public, mais particulièrement aux (futurs) professeurs de français. Un stage préparatoire aux études universitaires, destiné à des étudiants de diverses spécialités se préparant à fréquenter une université francophone, prendra place en août et septembre (deux à trois semaines). Tout au long de l'année universitaire, le département de français de l'ISLV propose également des cours de jour intensifs et des cours du soir extensifs. Enfin, des programmes "sur mesure" peuvent être organisés pour répondre aux besoins particuliers des écoles, universités ou entreprises.

Inscriptions et informations : Institut supérieur des langues vivantes, département de français, université de Liège, place du 20-Août 32, B-4000 Liège, tél. : 32-(0)41-66.55.17, fax : 66.57.16.

Maîtrise européenne en biotechnologie

Pour la quatrième année consécutive, les universités de Liège et de Coventry (Grande-Bretagne) organisent une "maîtrise européenne en biotechnologie", qui s'adresse tout particulièrement aux étudiants de seconde licence en biochimie, en botanique ou en zoologie. Des bourses Erasmus et Comett sont disponibles pour cette maîtrise, qui devrait s'étendre l'année prochaine aux autres pays de l'Eurégio. Les progrès de la biotechnologie, une discipline récente, ont non seulement apporté aux ingénieurs des modèles de fonctionnement, mais ont aussi permis aux industries de conceptualiser une approche différente dans la fabrication de produits

alimentaires. Un exemple : les levures sorties des laboratoires de biotechnologie révolutionnent petit à petit la fabrication de produits vinicoles, brassicoles et fromagers. Si cette nouvelle discipline est porteuse d'avenir pour l'industrie, elle l'est également pour ses étudiants. Car, selon Jacques Aghion, le coordinateur local de la maîtrise, les étudiants qui ont suivi cette filière ont presque tous trouvé du travail.

Pour plus d'informations, contacter rapidement le professeur Jacques Aghion, département de Botanique (B22). Tél. : 041/66.38.41.

Promotions de la quinzaine

■ Pierre Mathonet et Marc Baiwir, licenciés en sciences mathématiques (1994), ont reçu respectivement les prix O. Rozet et H. Garnir attribués par le jury choisi par le Conseil de section de Mathématiques de la faculté des Sciences.

■ Paul-Pierre Pastoret, professeur à la faculté de Médecine vétérinaire, est nommé représentant de la Belgique au Comité vétérinaire de la nouvelle Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (Londres).

■ Marc Thiry, chercheur qualifié du FNRS au Laboratoire de biologie cellulaire et tissulaire, vient de se voir décerner le prix Robert Feulgen par le jury international de la Société d'histochemie.



CA



Rumeurs

Le 4 avril dernier, un étudiant de l'ULg sur trois ne s'est pas déplacé pour les élections au Conseil d'administration, pourtant obligatoires. Le bruit a couru en avril dernier que l'Université envisageait d'infliger des sanctions aux "inciviques". Une rumeur catégoriquement démentie ensuite par le Recteur. « Il n'a jamais été question de punition », a rassuré Arthur Bodson. Nous nous demandons même s'il ne faudrait pas supprimer tout simplement cette disposition rendant obligatoire le scrutin. »

Consensus ?

Faute de combattants, les profs et les chercheurs ont été tout simplement dispensés (?) d'élections. Dans ces deux catégories de personnel, le nombre de candidats était égal au nombre de postes à pourvoir.

Division

Des dents grincen en Droit ! Cette grande faculté n'a pas su faire preuve d'une discipline ou d'une solidarité corporative suffisantes pour envoyer un de ses étudiants au CA. Trois prétendants (Lievin Kabengwa, Léon Leduc et Coline Sevrain), cela faisait beaucoup. Résultat des courses, 1165 voix engrangées pour toute la faculté, mais personne à l'arrivée !

Octobre

Le nouveau Conseil d'administration n'entrera en fonction que le 1^{er} octobre prochain. Si la procédure est respectée (ce qui est rarement le cas), les neuf représentants des milieux extérieurs seront désignés dans le courant du mois de septembre.

Top-ten

La Fédé a profité des élections le 4 avril dernier pour procéder au renouvellement de son assemblée générale (64 membres). Les dix candidats ayant réalisé les meilleurs scores sont : Philippe Henry (1181 voix, Sciences appliquées), Sébastien Bollingh (1038 voix, Philosophie et Lettres), Benoît Vandermeeren (1022 voix, Médecine vétérinaire), Elie Bitbol (795 voix, Psychologie), Maryline Sérafin (772 voix, EGSS), Bernard Stas (727 voix, Sciences appliquées), Sébastien Maindix (695 voix, Sciences appliquées), Malik Vrancken (647 voix, Sciences), Cyrille Degauque (643 voix, Médecine), Lionel Decoster (626 voix, Médecine). Dans la semaine qui a suivi ces élections, la nouvelle assemblée s'est réunie et a élu en son sein le nouveau président de la Fédé (Sébastien Bollingh) et le président de l'AG (Elie Bitbol). Ceux-ci entreront en fonction à la rentrée prochaine.

Tempête de cerveau chez les nouveaux "administrateurs"



Une des dernières réunions du Conseil d'administration sortant... Le nouveau CA entrera en fonction le 1^{er} octobre prochain. Si ses vingt membres élus sont à présent connus (le Recteur et le Vice-recteur sont, eux, membres de plein droit), les neuf représentants des milieux extérieurs devraient être désignés dans le courant du mois de septembre.

Le Conseil d'administration de l'ULg vient d'être renouvelé. Nous avons demandé à chacun des vingt nouveaux membres élus quels projets ils entendent défendre en son sein. Témoignages après témoignages, Le Quinzième Jour lève ici un coin du voile concernant l'avenir de l'Université.

Le corps enseignant

● **Jean-Marie Bouqueneau**, faculté des Sciences, service d'océanologie, 47 ans : « Mon objectif est double. Il s'agit de défendre l'Université dans notre société et de représenter les idées de la faculté des Sciences. Je vais semer l'idée d'en faire deux facultés, une théorique et une naturelle. Dans les Sciences appliquées, on retrouve les deux aspects. La faculté des Sciences est dispersée, car les sciences sont terriblement diverses et elle concentre des gens très divers eux aussi. C'est pourquoi il s'y produit tant de dissensions. »

● **Freddy Coignoul**, faculté de Médecine vétérinaire, service d'anatomie pathologique et autopsies, 45 ans : « Mon premier objectif est d'essayer de mieux intégrer la faculté de Médecine vétérinaire dans l'Université. Cette intégration est déjà réalisée physiquement mais pas sur le plan humain. L'éloignement était un facteur de séparation. Mon deuxième objectif est d'assurer la pérennité de la communication entre le bureau des affaires académiques dans lequel je siège depuis six ans et le conseil d'administration. Cette tâche est déjà bien réalisée par M. Delbouille, mais son mandat prend fin dans deux ans. Je dois donc assurer le suivi dès maintenant. »

● **Véronique De Keyser**, faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation, département de psychologie du travail et des entreprises : « En premier lieu au CA, on représente sa faculté mais pas exclusivement. Au-delà des préoccupations de la faculté et de la recherche, au-delà des transformations nécessaires de

l'Université tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, aux plans régional et international, il s'agit de bien représenter les sciences humaines, qui sont encore considérées comme des sciences de seconde zone, alors que leurs facultés sont de plus en plus fréquentées. »

● **Paul Delbouille**, faculté de Philosophie et Lettres, département d'études romanes, 62 ans : « Il est difficile d'établir des priorités. Il faut une rigueur de gestion dans tous les domaines. Et en même temps, il faut essayer de développer de grands projets, pour ne pas être à la traîne dans le domaine des nouvelles technologies, promouvoir l'informatisation. Enfin, être vigilant quant au recrutement du personnel. »

● **Ghislain Fonder**, faculté des Sciences appliquées, département de mécanique des matériaux, des structures et stabilité des constructions, 55 ans : « Étant à la tête de la Commission des prestations rémunérées des Sciences appliquées, ce qui me tient le plus à cœur, outre le fait de faire tourner l'Université le mieux possible et de bien accueillir les étudiants, c'est de défendre au mieux ces prestations. Les problèmes de construction et de dotation immobilière m'intéressent également, puisque j'ai un rôle actif au sein de la Commission des bâtiments. »

● **Henri Kulbertus**, faculté de Médecine, département de médecine interne, 56 ans : « En tant que représentant de la faculté de Médecine, j'aimerais que le programme de déménagement de la pharmacie, de la dentisterie et des pré-cliniques se fasse le plus rapidement possible. Autre souhait, l'augmentation en nombre du personnel scientifique permanent et temporaire dans ma faculté. »

● **Pierre Lecomte**, faculté des Sciences, département de mathématiques, 41 ans : « Représenter au mieux les intérêts de la faculté des Sciences, pour laquelle j'ai été élu. Mais au-delà, me battre pour promouvoir le plus possible l'esprit scientifique en général, ainsi que la recherche sans laquelle rien n'évoluerait. Enfin, et c'est un point plus pratique, le transfert du département de mathématiques vers le Sart Tilman. »

● **Paul Lewalle**, faculté de Droit, droit constitutionnel et administratif, 51 ans : « Mon souhait principal,

pour notre institution, est d'assurer son expansion, son développement vers l'Euregio ainsi qu'une ouverture internationale toujours plus grande. J'entends par là développer des programmes d'échange comme Erasmus, Comett ou autres. De façon plus personnelle, continuer à mettre mes compétences de juriste au service de notre Université. »

● **Pierre-Armand Michel**, faculté d'Économie, Gestion et Sciences sociales, département de gestion, 52 ans : « J'ai deux préoccupations majeures. En premier lieu, le plan financier quinquennal 1995-1999. En second lieu, veiller à la mise sur pied d'une comptabilité patrimoniale de l'Université. C'est-à-dire ne plus privilégier le seul aspect budgétaire, mais assurer aussi un contrôle efficace des flux financiers. Enfin, l'acquisition de logiciels financiers plus performants. »

● **Gustave Moonen**, faculté de Médecine, physiologie humaine et physiopathologie. À l'heure où nous bouclons cette édition, nous n'avons pas pu joindre G. Moonen.

Le personnel scientifique

● **Claire Daemers-Lambert**, faculté des Sciences, service d'océanologie : « Un problème qui me tient à cœur est la revalorisation de la carrière des assistants. C'est un problème typique de la faculté des Sciences, et qui résulte des anciens plans de gestion de l'Université. La course au curriculum, la compétition nuisent à l'ambiance, et font négliger les charges d'enseignement des assistants. Ce problème entre dans le cadre de la discussion sur la qualité de l'encadrement à l'Université. »

● **Bernadette Dufrane-Warin**, conservatrice de la bibliothèque Léon Graulich : « Mon objectif est d'être particulièrement attentive aux problèmes relatifs aux quatre facultés des sciences humaines et en particulier à ceux qui concernent leur personnel scientifique, et naturellement aux aspects spécifiques de la gestion des



Mieux vaut prévenir que guérir !

Ce 9 juin, le service universitaire de contrôle physique des radiations soufflera ses trente bougies. Radioscopie d'une unité arrivée à maturité physique.

« Nous ne sommes pas des gendarmes », se défend André Smons, directeur du service universitaire de contrôle physique des radiations (SUCPR). « Notre mission se conçoit avant tout en termes de responsabilisation. » Fondé en 1965 afin de répondre à la législation (très stricte) qui régit la protection des travailleurs et de la population contre le danger des radiations ionisantes, le SUCPR a bien grandi, calquant son évolution sur celle des techniques et de la législation. Cinquante-neuf services de l'Université et trente-sept services du CHU sont concernés par ce problème, en tout 2530 personnes environ. Inutile cependant de boucler vos valises et de réveiller Mémé, Liège n'est pas encore en passe de devenir Tchernobyl-sur-Meuse, les « radio protecteurs » veillent !

Je t'aime... moi non plus

Si la guerre aux radiations ionisantes tient encore (trop) souvent le haut de l'affiche, pour les raisons que l'on sait, le chercheur est pourtant parvenu à s'en faire une alliée de taille : des sciences aux sciences appliquées en passant par la médecine et la médecine vétérinaire (à des fins de diagnostic ou de thérapie), le champ ainsi balayé est immense. Passionnelles, les relations de ce couple infernal peuvent aussi devenir explosives. Les appareils d'une part (rayons x, cyclotron...), les substances radioactives de l'autre (radio-isotopes) sont l'objet de toutes les convoitises, mais aussi de toutes les attentions. Cet individu — la radioactivité — est dangereux.

Le SUCPR mène une mission plurielle, s'occupant du contrôle des installations nucléaires, informant le personnel et supervisant la dosimétrie



Une halle de transit et de décroissance des déchets radioactifs devrait être opérationnelle dès le mois d'avril 1996 dans le domaine du Sart Tilman. Ce qui devrait résoudre certains problèmes de stockage.

(mesure de l'exposition du personnel professionnel aux radiations). « Nous travaillons en bonne entente avec le personnel concerné », précise encore André Smons, émettant le souhait que cette collaboration saine et fructueuse se poursuive. « Notre rôle n'est pas de les embêter, mais bien de les informer afin de rendre les conditions de travail les plus sécurisantes possible. »

You're under arrest...

Mais si les règles de sécurité à l'usage du personnel sont draconiennes, le public et l'environnement ne peuvent être les laissés-pour-compte de la protection. Là encore, la prudence est de mise. En farfouillant dans les poubelles de l'Université, on se trouve confronté à deux familles de déchets, les solides et les liquides. En gérant la collecte et le

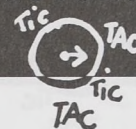
stockage de ceux-ci, le SUCPR réduit les risques au maximum. Une élimination définitive requiert d'être « plus blanc que blanc ». Pas de sentimentalisme donc. Passé le stade du premier tri effectué au sein de chaque service, le recueil et l'évacuation des déchets doivent se faire de manière adéquate.

Si certains produits ne peuvent être pris en charge que par l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles (ONDRAF), d'autres, les éléments radioactifs de courte période, sont laissés aux bons soins de l'Alma mater. S'ils autorisent un traitement sur place, ces déchets (se caractérisant par une disparition naturelle de leur radioactivité) n'en posent pas moins une condition préalable : celle de bénéficier d'un lieu de stockage approprié le temps de leur décroissance... Et c'est bien là que le bât blesse : au jour où nous écrivons ces lignes, le SUCPR ne dispose toujours pas d'un tel outil ! Conscient du danger, l'Université a cependant pris les mesures qui s'imposaient : une halle de transit et de décroissance des déchets radioactifs devrait être opérationnelle dès le mois d'avril 1996 dans le domaine du Sart Tilman.

Pas la peine de crier au loup, les mesures de sécurité actuelles, bien qu'insuffisantes, n'en sont pas pour autant inopérantes. Simplement, l'éparpillement des déchets sur huit sites ne facilite pas une gestion et un contrôle permanents. « Nous avons connu quelques incidents et accidents, rien d'irréversible cependant. Il doit y avoir un ange gardien de la radioactivité. » Avec la construction d'un local spécifique (dispositif anti-intrusion, anti-incendie...), certains problèmes devraient être résolus et la législation respectée. Devenus inoffensifs, les produits pourront être évacués de façon appropriée, broyés ou incinérés. Libérés sous caution en quelque sorte. « L'Université n'a jamais lésiné sur les crédits qu'elle nous attribue et nos demandes sont toujours prises au sérieux », reconnaît notre interlocuteur. Non sans ajouter, philosophe : « Même si on pourrait toujours avoir plus. »

Gilles Toussaint

15 jours
15 secondes



Déménagement

Emporté par la vague de déménagements qui a récemment déferlé sur l'Université, le service social a quitté le B11 pour un pavillon de la traversée des architectes (B3, parking 30, tél. 041/66.44.21), lequel offre un espace plus vaste qui permettra aux assistants sociaux d'intensifier leurs permanences. L'antenne de la place du 20-Août est, quant à elle, maintenue au bâtiment central. Rappelons que le service social propose deux types de services aux étudiants : lieu d'écoute des étudiants en détresse, aiguillés le cas échéant vers des organismes extérieurs, le service social est avant tout une mine de renseignements sur ce qui touche aux allocations d'études, bourses et prêts.

Fédé

Le Conseil d'administration de la Fédé recherche un nouveau permanent mi-temps, qui sera engagé à partir du 15 juin 1995 pour un contrat d'un an renouvelable. Profil requis : diplôme universitaire de 2^e cycle, bonne connaissance du mouvement étudiant, esprit d'initiative et d'investigation, capacité d'organisation, d'analyse, de synthèse de documents et de travail en équipe, connaissances informatiques (traitement de textes en particulier)... Les candidatures sont à adresser au président de la Fédération étudiante de l'ULg, rue Alex Bouvy 27, 4020 Liège, pour le lundi 29 mai au plus tard. Elles comprendront une lettre d'introduction manuscrite, un curriculum vitae dactylographié, une copie du diplôme universitaire de 2^e cycle ou l'attestation en faisant foi. Tout renseignement complémentaire peut être obtenu en téléphonant à la Fédé (041/42.63.61).



Nautiques

L'oisiveté sur les plages de la Costa Brava, très peu pour vous ? Vous préférez plutôt les vacances sportives et les échanges avec des jeunes venus d'autres horizons. Le stage d'été de sports nautiques de l'ALMA (collaboration entre les universités d'Aachen, Liège et Maastricht) réunit ces opportunités. Pour la modique somme de 6000 francs, les étudiants de ces universités qui rejoindront la Frise (Pays-Bas) du 1 au 8 juillet se livreront aux plaisirs de la voile, de l'aviron, de la natation et de la planche à voile. Un bon bol d'iode avant la seconde sess' ne peut pas faire de tort.

Renseignements : RCAE, 041/66.39.34.

Tempête de cerveau chez les nouveaux "administrateurs" (suite de la page 4)

bibliothèques. Ma formation de juriste et mon travail de conservatrice m'ont familiarisée depuis longtemps à ce genre de problèmes. »

● **Philippe Rigo**, faculté des Sciences appliquées, département des constructions navales et systèmes de transport, 35 ans : « Je souhaite suivre la voie tracée par M. Nussgens qui a représenté la FSA durant de nombreuses années. Les grandes lignes du plan 95-99 se dessinent mais il s'agira de veiller à ce que les intérêts du personnel scientifique soient respectés. De plus, je vais tenter de servir de lien entre les membres de ce personnel et le Conseil d'administration, pour les informer de ce qui se passe. J'estime que cette communication est importante. »

● **Daniel Soyeur**, faculté de Médecine, département de médecine interne, 45 ans : « Mon but principal est de ne jamais laisser oublier le personnel scientifique de toutes les facultés, dont les intérêts doivent être pris en compte. Il faut parfois rappeler son existence avec insistance. »

Le personnel administratif et technique

● **Louis Lejeune**, faculté des Sciences, service de géologie, premier chef technicien, 57 ans : « Mon premier souhait concerne tout ce qui touche à l'emploi et aux statuts. De nombreux accords ont été pris en ce sens et je serai très vigilant quant à leur bonne exécution. Un autre point important, qu'on traite insuffisamment, est la sécurité du personnel dans les bâtiments et alentours. Par exemple, installer un bon éclairage dans les parkings pourrait éviter certaines agressions. »

● **Michel Tinant**, département d'informatique, analyste programmeur, 46 ans : « Je serai attentif, en tant qu'élu du PATO, à tout ce qui touche l'emploi et les carrières. Endéans les cinq ans, l'Université va créer 132 emplois, mais cela reste à mon sens assez peu. Autre point important, veiller à la relance des promotions de carrière, et à une juste répartition de celles-ci. »

Les étudiants

● **Sébastien Maindix**, faculté des Sciences appliquées, technologie électromécanique, 1^{er} licence, 23 ans : « Mes projets : une plus grande transparence dans l'évaluation des résultats aux examens et la multiplication des services aux étudiants. »

● **Guillaume Devillers**, faculté de Médecine, 2^e doctorat, 23 ans : « Je souhaite promouvoir le développement des programmes d'échanges au sein de ma faculté. »

● **Maryline Serafin**, faculté d'Économie, Gestion et Sciences sociales, EAA, 2^e candidature, 20 ans : « Améliorer le système pédagogique et assurer le relais de la Commission Échec : voilà les deux points que je voudrais défendre au Conseil d'administration. »

● **Frédéric Dardenne**, faculté des Sciences, géographie, 2^e licence, 23 ans : « Mon but est de promouvoir les comités et cercles d'étudiants. »

Isabelle Marly, Jean-Pierre Vandenberghe

Fric-frac nocturne à l'ULg

Dans la nuit de mardi 9 au mercredi 10 mai, une effraction a été commise au bâtiment B8 (qui comprend restaurants universitaires, cafétérias et environs). Plusieurs individus se sont introduits dans ces locaux, où ils ont fracturé la porte de la Fédé. La fédération étudiante paraît avoir été la cible privilégiée, dès lors que, selon la brigade de gendarmerie chargée de l'affaire, les autres lieux ne semblent pas avoir été visés. On y a dérobé deux ordinateurs, une imprimante à jet d'encre, un répondeur téléphonique, une vingtaine de milliers de francs appartenant au CESPAP (Cercle des étudiants en science politique et administration publique) ainsi qu'une valise de la commission Éco-Développement, propriété d'Oxfam/Magasin du Monde. Toujours selon les forces de l'ordre, il ne fait aucun doute, d'après la manière dont les faits se sont déroulés, que les auteurs soient des habitués des lieux.

Ce cambriolage, qui s'enchaîne à une série d'autres ayant eu lieu au cours des derniers mois, repose le problème de l'absence de système d'alarme dans certaines installations du domaine universitaire. Selon M. Halleux, directeur du département Immobilier de l'administration, les lieux de trop grand passage sont particulièrement difficiles à protéger. En outre, même lorsqu'une alarme est installée, il est fréquent que le personnel quitte les installations en oubliant de brancher le système de sécurité.

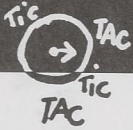
Si, à tout hasard, vous souhaitiez faire installer une alarme dans vos bureaux ou laboratoires, sachez que la demande est à adresser à l'administrateur René Grosjean et que les frais seront couverts par l'Université au cas où votre demande est jugée opportune.

D. B.



La marque *verte*

15 jours
15 secondes



Eurégio

"Technologie de l'information et multimédia" est le thème de la journée de contact eurégionale qui se déroulera le jeudi 1^{er} juin 95 dès 9 heures au Limburghal de Genk. Cette journée entre dans le cadre d'une série d'initiatives dont le but est de promouvoir une collaboration technologique transfrontalière entre entreprises, universités et centres de recherche de l'Eurégio Meuse-Rhin. Cette manifestation est organisée par le groupe de travail eurégional "Transfert de Technologie" (EWGTT), comptant cinq partenaires, dont l'Interface Entreprises-Université de Liège. Vous pourrez visiter un salon réunissant 60 exposants, assister à deux conférences et une vidéo-conférence, ou encore consulter un CD-ROM faisant l'inventaire des entreprises et centres de recherche actifs dans le domaine de la technologie de l'information dans l'Eurégio.

Renseignements et inscriptions : Interface Entreprises-Université, tél. 041/61.82.03. Lieu de la manifestation : Limburghal, Jaarbeurslaan 6, 3600 Genk, tél. 089/36.29.21, fax 089/36.29.25.

Libéralisme

Le Prix triennal Jean Rey (100 000 F), décerné pour la première fois par le Cercle universitaire réformes et libertés de Liège (CURL), a été attribué à un chercheur allemand de l'université de Munich, Andreas Heinemann. Celui-ci a été récompensé pour un travail portant sur la "limitation des monopoles d'État dans l'Union européenne". Ce prix rappelle l'homme politique libéral et européen que fut Jean Rey, par ailleurs docteur honoris causa de l'université de Liège.

Échanges

Dans le cadre des échanges internationaux organisés par l'Association des États généraux des étudiants européens (AEGE), la Commission internationale de la Fédé organise cet été, du 23 juillet au 6 août, des cours de français destinés à vingt membres de cette association. Dispensés par un professeur de l'ISL, ces cours de niveau 2 et 3 consistent en des discussions sur le thème des sciences et des techniques; ils se dérouleront le matin à l'institut Montefiore, l'après-midi étant consacré à des activités culturelles (visites guidées de Liège, de Bruxelles, de Bruges, de la brasserie Bellevue et Jupiler...). Des étudiants liégeois participent également à des stages similaires à l'étranger : pas moins de 87 destinations leur sont proposées.

Pour toute information concernant les activités de l'AEGE : Fédération étudiante de l'université de Liège, bâtiment B8, Sart Tilman, 4000 Liège. Tél. 041/66.33.08.

Réanimation budgétaire



Laurette Onkelinx et les responsables du CHU : trois millions pour la recherche médicale à l'université de Liège.

Dans une précédente édition du journal, nous vous annoncions que, pour la septième fois consécutive, la fondation Léon Fredericq, attachée à la faculté de Médecine, avait décerné des bourses destinées à de jeunes chercheurs du CHU pour un montant de huit millions de francs. Laurette Onkelinx avait alors annoncé son intention de participer à nouveau au financement de la fondation. Chose promise, chose due.

Au mois de novembre dernier, dans le cadre de la soirée PROJETS 95, Laurette Onkelinx, ministre-présidente de la Communauté française, avait dévoilé son intention de débiter une somme de neuf millions de francs en faveur de nouveaux programmes de recherche associant étroitement trois hôpitaux académiques : le CHU de Liège, les cliniques universitaires Saint-Luc à Woluwé et l'hôpital Erasme à Anderlecht. Cette démarche avait pour objet non seulement de relancer les programmes de recherche relevant de ses compétences en Communauté française, c'est-à-dire la médecine préventive ainsi que la promotion de la santé et de la petite enfance, mais aussi de privilégier des sujets susceptibles de déboucher sur une sensibilisation de la population dans des domaines nouveaux.

Les trois fondations, soucieuses de vouloir profiter de l'effort pressenti, se sont donc lancées dans un appel à projets. Après diverses sélections consécutives, ce sont finalement six propositions, à raison de deux par hôpital universitaire, qui ont été soumises puis acceptées par la ministre-présidente. À ce propos, il est important de pointer du doigt l'originalité de la

méthode qui, pour la première fois, consistait en une présentation interuniversitaire. Chaque fondation disposera donc de trois millions de francs pour mener à bien ses recherches.

En ce qui concerne plus particulièrement la fondation L. Fredericq, la première étude retenue porte sur la prévention des naissances prématurées, lesquelles ne sont pas sans lien avec le poids des inégalités sociales et psychologiques. Elle sera menée par les professeurs Lambotte et Thoumsin (attachés au département de gynécologie-obstétrique), essentiellement dans le cadre d'hôpitaux tels que La Citadelle, qui accueillent en leur sein des personnes issues, par exemple, de l'assistance publique. En effet, il faut savoir que la prématurité est plus fréquente dans ce milieu. Dans un premier temps, il s'agira de préciser les facteurs de risques non médicaux de la prématurité et de s'attarder sur la prévention médico-sociale. Dans un deuxième temps, il faudra se lancer dans une campagne d'information auprès du grand public.

La deuxième étude, dirigée par le professeur Rigo (attaché au service de pédiatrie), s'intéressera quant à elle à la mortalité et à la morbidité des prématurés de faible poids de naissance en Communauté française, sous l'angle des facteurs de risque et des mesures de prévention. Cette recherche comportera également deux volets. Le premier consistera en une définition des paramètres observés chez les prématurés, en une prévision des séquelles, en une étude des facteurs de risque ainsi qu'en une évaluation de l'impact des nouvelles méthodes de réanimation. Le deuxième volet s'attachera à mesurer l'impact psychologique et social de la morbidité prématurée liée à la famille et à mettre en œuvre des dispositifs visant à promouvoir l'encadrement des parents et de leurs familles. À nouveau, ce projet fera l'objet d'une campagne d'information auprès du grand public.

C. Evangelista

Des silences assassins

Au Rwanda, il n'y a pas que les feuilles mortes qui se ramassent à la pelle. Un an après, qui se soucie encore du tourbillon génocidaire qui emporta dans son sillage plusieurs centaines de milliers de vies ? Passées les émotions et les images fortes, l'heure est à présent à la reconstruction. C'est ce qu'était venue nous rappeler Colette Braeckman (journaliste au *Soir*) à l'occasion d'une conférence-débat qui se tenait en nos murs : "S.O.S. Rwanda ! Peut-on suspendre la coopération ?" Une initiative judicieuse de la faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation, en collaboration avec le Cecodel-ULg, afin de se souvenir que ces gens ne sont pas morts par hasard... Parce que, comme le dit Jules Beaucarne : « Il y a des centaines de silences qui assassinent. »

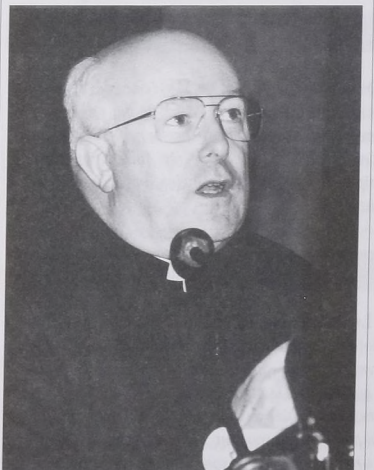
G. T.



Colette Braeckman, journaliste au *Soir*

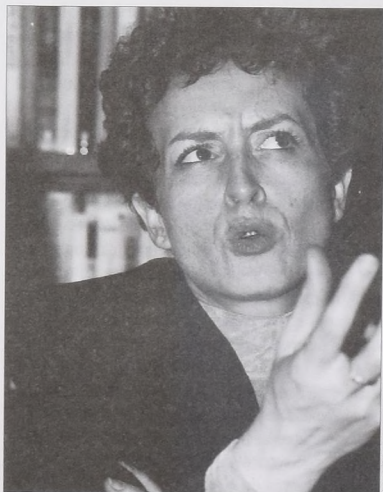
L'Église et la vérité

Le 10 avril dernier, le Cardinal Daneels était à Liège à l'invitation de la Communauté universitaire chrétienne. "L'Église détient-elle la vérité ?", s'est interrogé le primat de Belgique en présence d'une centaine de membres de l'ULg rassemblés dans la Salle académique. Le même soir, dans la même enceinte des bâtiments de la place du 20-Août, Philippe Busquin était attendu pour une conférence sur le thème de l'enseignement et de la recherche. Grippé, le président du PS a dû décliner in extremis l'invitation de la Communauté universitaire socialiste.



Godefried Daneels, primat de Belgique

La dame qu'on attend en Algérie



« La dame que vous attendez arrive. » Le policier en civil, chargé de la protection de Khalida Messaoudi, avise les quelques personnes qui se massent dans la librairie Pax ce 17 mai, et d'un pas lent, regagne la rue et la cohorte des gardes. Khalida Messaoudi entre, déroule l'écharpe qui enserrait sa tête, et si l'Algérienne debout s'assied, c'est pour que ses mots s'élèvent plus fermement encore contre les intégristes et les militaires au pouvoir. On imagine sa voix lumière dans les nuits de Constantine, le fief islamiste. Elle sait captiver, émouvoir, mobiliser, elle le démontrera le soir même à la Salle académique de l'Université. Coupable de démocratie, elle est condamnée à mort par le FIS. Elle vient témoigner de la condition des femmes dans son pays, décrire sa lutte pour la laïcité, rappeler les 50 000 morts en trois ans, exiger de notre Occident l'abandon du silence. Khalida Messaoudi ne cédera jamais, son courage éblouit. Peu lui importe que sa vie n'en soit plus une, elle n'en a que plus de prix.

T. L.



Les géniales inventions d'un primate évolué

Depuis l'outil de *Homo habilis*, jusqu'à l'écriture de *Homo sapiens sapiens*, "Le génie de l'homme" présente, 250 objets à l'appui, la succession des grandes "inventions" de l'humanité. Jean-Marie Cordy, chercheur qualifié FNRS à l'ULg, est le coordinateur de cette neuvième exposition à thème proposée à l'Abbaye de Brogne.

Après le succès de l'exposition "De la bactérie à Lucy", qui retraçait l'histoire de la vie sur Terre, l'asbl "Abbaye Saint-Gérard de Brogne" met en vitrine l'histoire de l'humanité de manière dynamique et rythmée. « Ce n'est pas une exposition sèche, bien que du niveau de la haute vulgarisation scientifique », estime J.-M. Cordy. Elle met en parallèle les différentes découvertes ou inventions qui ont jalonné le cours de l'évolution culturelle de l'humanité et les différents types morphologiques humains, de *Homo habilis* à l'Homme de Cro Magnon, en passant par *Homo erectus*. Cette exposition ne se veut pas exhaustive, mais elle est complète : deux ou trois objets illustrent chaque étape de cette évolution.

Une vingtaine de collaborateurs de l'ULg se sont impliqués dans la réalisation de cette exposition et dans la rédaction du catalogue. Cependant, elle n'a pu être mise sur pied que grâce au concours des universités de Louvain-la-Neuve, de Bruxelles, de Gent, de Leuven et des facultés de Namur. « Nous sommes très contents et très fiers d'avoir rassemblé de nombreux objets authentiques provenant d'une trentaine de centres de prêts différents, que cela soit de musées belges, français, allemands ou encore luxembourgeois », précise J.-M. Cordy. Évidemment, certains proviennent des collections de l'ULg : « Ils sont peu nombreux mais remarquables ! » Citons, entre autres, un crâne d'aurochs, un poinçon néolithique et une tablette abécédaire en écriture cunéiforme.

D'autres objets ont été méticuleusement moulés et reproduits par des spécialistes. Ainsi, « une équipe d'artistes a sculpté des parties de la grotte de Lascaux dans du polystyrène expansé; les peintures, reproduites de façon très rigoureuse (projection de dias sur les parois et imitation) sous la direction de Marylise Lejeune, sont pratiquement grandeur nature. » Il faut aussi signaler la très belle reconstitution, à l'échelle 1/1, d'un sanctuaire domestique de Çatal Höyük (Turquie, VII^e millénaire av. J.-C.).



Ce modèle de char élamite tiré par des bœufs à bosse (Suse, Iran) est visible jusqu'au 1^{er} novembre à l'Abbaye Saint-Gérard de Brogne, dans le cadre de l'exposition "Le génie de l'homme".

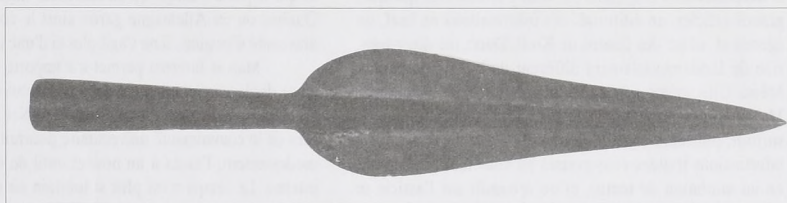
Cette évocation du primate le plus évolué et de ses géniales inventions est donc présentée sur le très beau site de l'Abbaye Saint-Gérard de Brogne (édifiée au IX^e siècle et reconstruite fin XVIII^e) qui comprend en outre un cellier d'époque romane et une crypte. L'exposition est visible jusqu'au 1^{er} novembre, tous les jours y compris le week-end, de 13h30 à 18h (1). Quant au catalogue, il est vendu sur place mais aussi à l'ULg, où il peut être consulté gratuite-

ment (2). Signalons enfin que la prochaine exposition sur le même site et dans la même lignée portera, vraisemblablement, sur la minéralogie (cristallographie, pierres précieuses et semi-précieuses, etc...).

Cécile Skowronski

(1) Place de Brogne 3, à Saint-Gérard (Mettet). Tél. 071/79.91.35

(2) UR Evolution des vertébrés et évolution humaine, pl. du 20-Août 7, 3^e étage, secrétariat de J.-M. Cordy. Tél. 041/66.52.96.



Autre pièce du catalogue de l'exposition de Saint-Gérard, cette pointe de lance de Wetteren (Flandre orientale), datant de l'âge du bronze.

15 jours 15 secondes



Exposition

Pour la seconde fois en l'espace d'un mois sera exposé à Arlon l'ensemble des peintures d'un étudiant de 21 ans, Olivier Albessard (faculté de Psychologie), qui s'est donné la mort le 25 décembre dernier. Cette exposition rassemble quelques 80 œuvres d'art moderne. Vous pourrez y découvrir l'expression profonde de ce que représentait son monde intérieur ainsi que l'atmosphère des œuvres du peintre Hans Hartung, artiste français d'origine allemande et de la littérature d'Albert Camus ou encore d'Alexandre Jardin.

Les 3, 4 et 5 juin à la Maison de la culture du Sud-Luxembourg à Arlon, de 14 à 18 heures.

Été

La banque de données IDE (Institut de l'entreprise) propose cet été aux étudiants avides de petits boulots plus de 40 000 jobs, rémunérés ou bénévoles, dans tous les secteurs, tels l'industrie, le commerce, les services, l'agriculture. Mais aussi 20 000 cours ou stages en langues, sport ou culture. L'intérêt majeur de cette source d'informations, outre sa gratuité, est qu'elle contient des propositions venant du monde entier. Cette caverne d'Ali Baba de l'activité de vacances peut être consultée jusqu'au 30 juin, via les agences de la Générale de Banque. Des formulaires y sont disponibles, ils préciseront les attentes en vue de l'élaboration d'une liste d'offres d'emploi. Les associations et entreprises peuvent introduire et manifester de la même manière leurs places vacantes durant l'été.



Regard urbain

par Freddy Coignoul, professeur à la faculté de Médecine vétérinaire

Le transfert de la Faculté vétérinaire au Sart Tilman venait d'avoir lieu et nous nous étions installés, avec un plaisir sans mélange, dans notre nouvel environnement de travail. Il faut dire que nos standards de confort, dans la vieille école de Cureghem, n'étaient pas bien élevés et qu'ici, l'Université s'était mise en quatre pour nous accueillir (tout le monde vous le dira !). Le slogan en vogue dans la Maison semblait être "Alors, les vétérinaires... contents d'être à Liège ?". Et contents, nous l'étions assurément.

Ancien étudiant liégeois, je m'étais imaginé retrouver, avec un plaisir tout pareil, la cité familière et hospitalière de mes souvenirs. La réalité qui s'imposait à moi était toute autre. Les rues envahies par le flot des voitures, le vacarme des travaux, les trottoirs éventrés évoquaient d'autres villes grises et poussiéreuses où j'avais vécu quelque temps ou que j'avais traversées sans m'y attacher. J'ignorais encore si j'assistais aux malheurs dans lesquels Liège, me disait-on partout, se débattait ou si j'étais devenu

tout à coup incapable de renouer les liens indéfinissables qui me liaient à mon passé.

Ce jour-là, j'entrai, machinalement, dans une taverne que je connaissais. "Et pour Monsieur, donc, qu'est-ce que ce sera ?" me demanda le garçon, avec cet accent inimitable de chez nous. En attendant mon café, je me pris à penser à l'époque où nous venions ici, étudiants rieurs et insouciant, attendre devant une bière l'heure des travaux pratiques de zoologie du quai Van Beneden. Je me revis, après ces longues séances de l'après-midi, traversant le pont d'un pas pressé puis, sans ralentir, la rue Saint-Paul où, dans les vitrines, les mass-pains, puis les décorations de Noël, puis les œufs de Pâques punctuaient le temps et ravivaient l'angoissante approche de la session d'examen. Je laissai aller plus loin encore mes pensées vers l'époque où ma grand-mère, chapeau à voilette et col de renard, m'emmenait en ville par "l'autobus express". Le but de ces expéditions, récompenses trop rares de mes performances scolaires, était de

m'offrir un jouet. Je parcourais pendant des heures les rayonnages de verre du dernier étage du Grand Bazar de la place Saint-Lambert pour emporter enfin, après d'interminables hésitations, un soldat de plomb ou une petite voiture, emballés dans un sac de papier trop grand, décoré de vagues ondulations et colorées. Le soir, le retour se faisait le plus souvent par le tram, le tram vert, baigné dans la lumière jaune des ampoules à incandescence et aux vitres perpétuellement sales et embuées. Nous passions ainsi devant le Théâtre, les Terrasses, le Paradis...

Je sortis soudain de ma rêverie, avalai d'un trait le café refroidi et regardai ma montre. Il était 14 heures et j'allais être en retard à ma réunion. La rue, sous un pâle soleil, me parut plus accueillante et dans l'air flottait l'odeur appétissante de gaufre chaude et de caramel qui me rappela la foire d'octobre maintenant toute proche. Un carillon sonna à la cathédrale, égrenant les premières notes d'une musique de notre Grétry dont les paroles me revinrent en mémoire : "Où peut-on être mieux..."



Cyberespace

L'asbl "Les amis de la Tour Cybernétique" ont l'intention d'entreprendre la restauration de l'œuvre majeure de Nicolas Schöffer située Parc de la Boverie. Cette œuvre, exemple d'intégration au cœur d'une ville et d'interaction avec le milieu, est le témoin historique de la rencontre entre art et technologie. Le projet, ambitieux, avec un budget de 95 600 000 F, est de restaurer la Tour afin de l'intégrer non seulement dans la ville à l'aide de capteurs ou de boutons-poussoirs mais aussi, via le réseau Internet, de l'intégrer dans le "cyberespace". De plus, l'Association compte également restaurer la façade du Palais des Congrès et le Parc de la Boverie.

(dé)gradés

■ Grande Dis'

Aux quelque 1 500 chercheurs — la plupart issus des trois grandes universités francophones — qui ont manifesté leur inquiétude concernant l'avenir du FNRS en envoyant une lettre de doléances au ministre Lebrun. L'initiative de cette mobilisation réussie est à mettre à l'actif du Liégeois Bernard Rentier (faculté des Sciences), qui s'est également chargé de la coordination et de la publicité du mouvement. Une fois n'est pas coutume, les effets de cette action n'ont pas tardé à se faire sentir. Le ministre a promis huit millions supplémentaires au FNRS, somme qui devrait permettre de créer quatre nouveaux postes de chercheurs qualifiés avant la fin de l'année. En regard du plan Ylfeff, qui prévoyait la création de 20 nouveaux postes chaque année durant 10 ans, ce n'est évidemment pas grand chose ! Mais c'est mieux que rien, constate B. Rentier. Non sans ajouter qu'on est loin des 30 milliards qui font aujourd'hui défaut à la recherche belge pour "recoller au peloton européen".



■ Distinction

À Joseph Smitz, chef de recherche au Centre environnement de l'ULg, qui vient d'être choisi comme président de la Commission internationale pour la protection de la Meuse. La première réunion plénière de cette nouvelle commission s'est tenue à Liège, où elle a son siège, le 12 mai dernier.

■ Recalés

Boris Eltsine et son gouvernement, dont la politique militaire en Tchétchénie commence à faire sentir ses effets jusque dans les universités de la Fédération de Russie. Le Parlement vient en effet de voter en catimini, à la faveur d'une séance à huis clos, des modifications à la loi sur le service militaire. En vertu de ces modifications, les étudiants sont susceptibles d'être enrôlés dans l'armée et même envoyés au front dès l'obtention de leur diplôme. Seuls ceux qui ont la possibilité d'entamer un troisième cycle ou un doctorat devraient pouvoir bénéficier d'une dispense.

Libertés ~~DEU~~ académiques

Élections étudiantes au CA : On nous écrit

Lettre ouverte à ceux qui ont cru faire un vote démocratique

Chers électeurs,

Comme vous, sans doute j'ai voté aux récentes élections pour le Conseil d'administration de l'ULg. Alors que certains dictateurs réagissent au mot "élections" comme s'ils voyaient le pape s'asseoir sur un coussin-péteur, moi, bête étudiant, j'ai voté pour élire mes représentants, j'ai donné mon avis. Chouette. Mais sur quoi ? Sur la tête des candidats ? Sur la valeur plus ou moins poétique de leur nom ? On voulait savoir si Jean Machin ou Jacqueline Chose me semblaient particulièrement sympathiques ? Quelle était la différence entre les affiches appelant au vote et celles invitant à l'élection de Miss Université ? Naïvement, je pensais que l'on pourrait élire des étudiants sur leurs idées, sur ce qu'ils proposaient de faire de leur mandat. Parce que, si la seule fonction de nos représentants est d'avaliser les décisions du Conseil d'administration, quel est l'intérêt de voter pour des larbins ? Qui dit démocratie dit politique. Gérer l'Université, même si la marge de manœuvre est minime, ça mérite un projet (programme ?) bien plus étoffé que se faire défriser les cheveux pour la photo de l'affiche.

"Votez pour une femme", "Votez pour un étudiant différent". Quelle différence ? Tant que les idées ne sont pas énoncées, tout le monde est pareil. Je ne doute pas de la sincérité et du dévouement des candidats. Ils veulent sans doute avoir une action positive et enthousiaste. Bravo. Mais cela ne dispense pas de se faire connaître ! Sinon, ça amène l'électeur devant deux possibilités : soit, ne connaissant personne, il vote au hasard au risque de tomber sur un incompétent, voire un d'extrême-droite, soit il vote pour le représentant de sa faculté, et c'est le début des stupidités partisans qui empoisonnent la vie politique. Ces élections étaient l'occasion de faire entendre autre chose que des bêtises niais et irréfléchies. On aurait pu jouer à la démocratie. Le pire, c'est que tout le monde s'en bat l'œil. Voter est devenu une habitude, quelque chose qui ennuie ou fait sourire.

(...) Personnellement, n'ayant pas vu le programme des candidats étudiants, je me demande encore pourquoi j'ai voté...

Philippe Marczewski, 2^e licence Psycho

Un petit frère télématique

Les autoroutes de l'information : vous n'avez pas pu y échapper... Toute la presse vous en rebat les oreilles. Jusqu'au *Quinzième Jour*, qui consacrait la Une de sa dernière édition à la "tornade Internet" prête à déferler sur l'ULg. Et vous annonçait en primeur la naissance d'un petit frère télématique. *Le Quinzième Jour* est en effet, depuis le 16 mai, diffusé sur le réseau des réseaux, par l'intermédiaire du serveur du Laboratoire d'études et de recherches sur l'information et la documentation (LERIDOC). Vous y retrouverez quelques grands articles, un éditorial, des informations en bref, un agenda et même des dessins de Kroll. Donc, me direz-vous, rien de fondamentalement différent de la version papier. Même Une, même sommaire, même dessinateur-maison... Mais une présentation graphique radicalement différente et, surtout, plusieurs consultations possibles : un résumé des informations traitées vous permet de vous tenir au courant en un minimum de temps, et de rebondir sur l'article *in extenso* si vous souhaitez approfondir le sujet. Et puis, au-delà de l'aspect ludique de l'interactivité, une adresse de courrier électronique attend vos remarques sur cette version encore expérimentale du bimensuel de l'ULg.

Le Quinzième Jour sur Internet... Cela en fait sourire plus d'un, en agace d'autres, peut-être. Mais aussi, nous l'espérons, en intéresse plus encore. Cette expérience participe

de la visibilité nationale et internationale de l'Université, dans un domaine de pointe sur lequel elle ne peut se permettre de faire l'impasse. Bien sûr, de là à imaginer que des milliers de Japonais, d'Australiens, d'Américains ou de Néozélandais vont se précipiter chaque quinzaine sur le dernier numéro disponible sur Internet... Par contre, qu'un futur Erasmus à la recherche d'informations sur l'une ou l'autre université d'accueil se connecte à l'un des serveurs *made in ULg*, qu'un collègue d'une université ALMA souhaite savoir ce qui se passe à Liège, qu'un chercheur liégeois expatrié au Québec ou en Allemagne garde ainsi le contact avec son université d'origine : il ne s'agit plus là d'une utopie.

Mais si Internet permet à n'importe quel utilisateur de se déplacer virtuellement un peu partout dans le monde, l'intérêt immédiat de l'interréseau ULgNet pour les membres de la communauté universitaire pourrait bien être, plus modestement, l'accès à un nouvel outil de communication interne. Le temps n'est plus si lointain où chacun d'entre nous commencerait sa journée par allumer son ordinateur pour prendre connaissance des dernières circulaires administratives, des messages de ses collègues liégeois et étrangers ou... des dernières nouvelles du monde universitaire.

Anne Pironet
Secrétaire de rédaction

Le Quinzième Jour sur Internet :
<http://leridoc.philo.ulg.ac.be/Ojour/15jour.htm>

Le Quinzième jour n°25

Place du 20-Août 7, bâtiment A1, 4000 Liège

Éditeurs responsables : Danielle Bajomée - Jacques Dubois - Yves Winkin. Rédacteur en chef : François Louis (041) 66 44 13.
Secrétaire de rédaction : Anne Pironet (041) 66 44 14. Fax (041) 66 44 22. Rédaction : 2^e licence en ASC (orientation Information et médias).
Secrétariat : Anne Dumont (041) 66 32 38. Mise en page : Claire Leroux. Régie publicitaire : UNIJEP (041) 54 27 54.
Impression : Imp. Massoz. Avec la collaboration de Pierre Kroll.

agenda

■ Si vous souhaitez annoncer une activité dans cette rubrique "Agenda", merci de nous faire parvenir les renseignements, par écrit, 4 semaines à l'avance. Notre adresse : *Le Quinzième Jour*, place du 20-Août 7 bât. A1, 4000 Liège.

■ 1/6 (dès 9h)

Salon
Technologie de l'information et multimédia
au Limburghal de Genk
Contact : Interface, 041/61.82.03

■ 1/6

Visite guidée
Parlement européen, quartier Léopold, bibliothèque Solvay et musée Wiertz
Bruxelles
Contact : Les Amis de l'ULg, 041/66.52.87-88

■ 2/6 (20h)

Conférence
La comète qui rencontre Jupiter
par D. Grodent
Institut d'Astrophysique (Cointe, Liège)
Contact : A. Sokoloff, 041/23.07.24

■ 3/6 (de 15h à 19h)

Portes ouvertes
Observatoire de Cointe
Institut d'Astrophysique (Cointe, Liège)
Contact : A. Sokoloff, 041/23.07.24



■ Du 3 au 5/6

Exposition
Peintures d'Olivier Albessard
Maison de la Culture du Sud-Luxembourg
à Arlon

■ 10/6

Excursion
L'église de Léau et l'art religieux en Brabant de l'époque romane à la Renaissance
Brabant
Contact : Art&Fact, 041/66.56.04

■ 13/6 (de 12h30 à 13h30)

Les mardis de la FAPSE
L'utilisation de simulateurs dans la formation aux situations d'urgence : le cas de l'anesthésie
par Véronique De Keyser
Salle polyvalente de la faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation
Contact : Mme M.T. Grzeszczyk, 041/66.20.24

